dossier

économie

écologie

HUMAIN

Le monde d'après EXISTE DÉ C

Christophe Polaszek

Tout le monde parle du monde d'après. C'est un bon début. Mais après, on fait quoi ? Fortes de leurs pratiques et de leurs vertus sociétales, les entreprises de l'économie sociale et solidaire —ESS pour les gens pressés — ont une petite idée sur la question.

dossier | Mon



Notre monde globalisé, interdépendant, qui semblait voué à courir pour ne pas tomber, a dû s'arrêter subitement. Aussitôt, de nombreuses voix se sont élevées pour, chacune à sa façon, dire la même chose : la crise du Covid-19 offre

une parenthèse inattendue pour commencer à changer l'économie « conventionnelle ». « La preuve est faite qu'il est possible, en quelques semaines, de suspendre partout dans le monde, et au même moment un système dont on nous disait jusqu'ici qu'il était impossible à ralentir ou à rediriger », constate ainsi le sociologue Bruno Latour dans la revue en ligne AOC (Analyse, opinion, critique).

D'UNE CRISE À L'AUTRE

Tout s'est arrêté, ou presque, sauf pour quelques-uns dont les soignants constamment debouts afin que le nouveau coronavirus ne vienne pas arrêter la vie. Cette crise sanitaire débouche désormais sur une crise économique mondiale. Selon les prévisions publiées en mai par la Commission européenne, le PIB de la France devrait reculer de 8 % en 2020. Faut-il s'inquiéter ? « De toute évidence, les inégalités vont s'accentuer », prévient Dominique Bourg, professeur de philosophie politique

environnementale à l'Université de Lausanne. Mais la situation peut être vue différemment. « Depuis plus d'un demi-siècle, on nous dit que notre système n'est pas durable. C'est logique qu'il s'effondre. Comment voulez-vous dire d'un côté, ce n'est pas durable, et de l'autre, il va se maintenir à l'infini ? » Et le coauteur du livre Retour sur Terre, 35 propositions (Éd. PUF, juin 2020) de nous pousser à redéfinir nos priorités, nous interroger sur l'utilité et la reconnaissance sociales. Et de nous préparer à d'autres bouleversements d'ampleur : ceux consécutifs aux crises climatiques,

Dans ce sombre tableau où l'inconnu prévaut, où les tensions sont légion, où les failles du système se creusent, s'affirment aussi des attitudes positives, des prises de conscience. Selon un sondage publié par le quotidien Libération le 31 mars dernier, 69 % des Français veulent « ralentir le productivisme et la

Confinement : où l'on découvre qu'un système soi-disant impossible à freiner peut être suspendu partout sur la planète. Et si...?



recherche perpétuelle de rentabilité », 88 % réclament un « accès à l'eau et à un air de qualité » et 76 % à la « biodiversité ».

UNE ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ

Parmi les alternatives concrètes et réplicables, celles de l'économie sociale et solidaire (ESS) offrent des perspectives réjouissantes. Ce mouvement rassemble une multitude d'acteurs: des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) aux mutuelles de santé, en passant par les fondations, les coopératives comme Biocoop ou encore les entreprises d'insertion par l'activité économique... Très diverses, toutes ces structures ont cependant un point commun : elles placent l'humain au cœur de leur projet. « Certaines sont en première ligne, dans le médico-social ou l'agriculture, et rendent chaque jour des services d'intérêt général, rappelle Hugues Sibille, président

« Contribuer à une meilleure alimentation, qui préserve l'environnement et favorise d'autres modèles économiques », axe de développement de l'équipe de « salariés-patrons » de Scop Tossolia, dans les Hautes-Alpes.



Les entreprises de l'économie sociale et solidaire (associations, fondations, mutuelles, coopératives, mais aussi certaines entreprises commerciales) concilient utilité sociale et efficacité économique. Leur objectif final n'est pas de réaliser des profits pour des actionnaires, mais d'utiliser les gains pour leur permettre de se développer dans la durée. Elles représentent 10 % du PIB – deux fois plus que le secteur de la finance – et près de 2,4 millions d'emplois.



Pains 100 % bio et farines locales à Scop La Falue, à Caen (14), qui fournit plusieurs magasins Biocoop.





Suite de la p. 11 du Labo de l'ESS, un groupe de réflexion dédié à l'économie sociale et solidaire. Face à la crise du Covid-19, on l'a vu, de nouveaux collectifs de solidarité se sont multipliés pour protéger et accompagner les plus vulnérables. »

Un exemple parmi des milliers. Alors que l'industrie textile a été massivement délitée par la loi du marché, partout, des petites mains cousent des masques dans des ateliers, capables de produire et de lancer à l'échelle d'un territoire une fabrication solidaire pour la population locale. Cet élan sera-t-il le prélude d'une forme de renaissance professionnelle du secteur ? « Pourquoi pas ? L'ESS est une réalité porteuse de promesses, reprend Hugues Sibille. Elle ne cesse d'innover : nouvelles formes d'emploi, agroécologie, mobilité partagée, transition énergétique citoyenne, habitat participatif, coopératives de distribution, finance solidaire... Il faut maintenant faire système de toutes ces initiatives! »

DES SOLUTIONS CONCRÈTES

Biocoop apporte sa contribution à ce monde, c'est même son projet. Depuis ses origines, le réseau explore des alternatives, prend des risques non dictés par la rentabilité mais liés au volet sociétal et politique de l'ESS. Les magasins s'impliquent localement pour valoriser la production bio, ils aident les agriculteurs à monter ou faire revivre des ateliers de transformation, contractualisent et planifient. On les retrouve dans des partenariats avec des structures d'insertion, soutenant des épiceries sociales et solidaires... « C'est un combat de fond de tous les instants », souligne Benoît Delmotte, membre du comité ESS de Biocoop. À la tête de deux



magasins Biocoop dans les Yvelines, il se félicite que les circuits courts dans l'alimentaire tiennent lieu de « refuge » pour les consommateurs. « Il faut avancer, sortir de nos murs, se relier à tous les autres acteurs de l'ESS pour porter notre modèle et accompagner la prise de conscience collective qui fleurit déjà chez nombre de citoyens », conclut-il.

« Il y a un autre monde mais il est dans celui-ci », écrivait Paul Éluard. Sommes-nous prêts collectivement et individuellement à l'encourager... avant que la parenthèse ne se ferme ? C'est toute la question.



Aller plus loin : P. 48, l'interview de Pierrick de Ronne, président de Biocoop





« QU'EST-CE, QU'ON AURA GAGNÉ AVEC TOUT CE QU'ON A PERDU. »

Grand Corps Malade Extrait de son texte

LA SOCIÉTÉ BOULEVERSÉE

Économistes, philosophes et écologues tirent déià les premières leçons d'une crise loin d'être réglée.













Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS

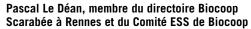
Les mots qu'on a entendus le plus durant le confinement sont : « prenez soin de vous », « prenez soin des autres ». La vocation de l'économie sociale et solidaire, c'est justement de prendre soin de l'humain – ce que de nombreux philosophes appellent « la société du care ».

Virgile Chassagnon, professeur de sciences économiques à l'Université Grenoble Alpes, nominé pour le « Prix 2020 du Meilleur ieune Économiste »

Rien ne garantit que le monde d'après soit un monde plus juste et plus humaniste. Cependant, on voit bien que l'opinion publique internationale change et qu'elle souhaite un capitalisme plus raisonné, plus soucieux de la protection et de l'émancipation des personnes.

Jacques Tassin, écologue au Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement)

L'épidémie aura révélé, le temps d'un confinement, notre besoin des autres, humains mais aussi non-humains. Le monde a aujourd'hui retrouvé une beauté sensible et joyeuse, une solidarité organique que nous ne pourrons oublier. Il est déjà celui de demain!



C'est la vision à long terme qui nous amène à prendre les bonnes décisions. Sur le court terme, on a toujours des intérêts divergents. En revanche, si on s'inscrit dans un projet sociétal, celui de toujours rendre accessible une bio locale de qualité au consommateur. d'assurer un revenu régulier et décent au producteur, un travail épanouissant au salarié, tout le monde est gagnant!

Dominique Bourg, professeur honoraire de philosophie politique environnementale à l'Université de Lausanne et ancien président du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot

Il nous faut relocaliser nos productions, adopter des pratiques de sobriété, produire et consommer durable. La tentation est grande de revenir comme avant. Mais en voulant sauvegarder à tout prix le monde actuel, on risque de perdre l'essentiel.

dossier | Monde d'après



Interview

JEAN-LOUIS LAVILLE

Sociologue et économiste

« L'ESS PEUT INCARNER UN PROJET DE TRANSFORMATION DÉMOCRATIQUE DE L'ÉCONOMIE »

Que montre cette crise, loin d'être réglée ? Est-ce la faute de la mondialisation ?

Les principes du néolibéralisme conduisent à des impasses, c'est en tout cas ce que montre la crise actuelle. La dérégulation générale a des conséquences dramatiques en affaiblissant les services publics, en accentuant les inégalités sociales et en accélérant les destructions environnementales. D'ailleurs, les politiques d'austérité qui constituaient hier encore un dogme apparaissent aujourd'hui dépassées.

Pensez-vous vraiment que cette crise va avoir un impact durable sur la société?

Le monde d'après n'est pas encore dessiné. Les tensions vont s'exacerber entre un large élan de solidarité qui s'est manifesté avec l'irruption de la pandémie, et la défense des privilèges que les groupes et les lobbies les plus puissants préparent déjà. Pour que s'engage une réelle transition écologique et solidaire, il est possible de s'appuyer sur une multitude d'initiatives citoyennes autant que sur des manifestations de révolte qui se sont multipliées ces dernières années un peu partout dans le monde. Le plus important est que celles et ceux qui sont dans l'action en inventant de nouvelles formes de production.

de commerce et d'échange s'allient avec celles et ceux qui s'engagent plutôt dans des revendications collectives. Les deux sont nécessaires pour déborder les partisans de l'immobilisme.

L'ESS ne serait-elle pas la mieux placée pour réinterroger son rapport à la croissance, à l'utilité sociale, à la sobriété ?

Si. À deux conditions! La première est qu'elle ne se laisse pas enfermer dans une version dépolitisée et philanthropique, celle proposée par le social business qui se contente d'ajouter au capitalisme actuel et prédateur quelques entreprises à but social, sans effet sur la logique du système dominant. La seconde est qu'une nouvelle forme d'action publique se mette en place, basée sur la coconstruction entre réseaux associatifs et coopératifs d'une part, pouvoirs publics d'autre part. Nous devons associer tous les citoyens aux choix qui les concernent, en particulier à travers le « municipalisme* », qui annonce un mouvement de « repolitisation » à l'échelle locale et, sans doute, le monde de demain.

* Nouvelle politique publique locale établie en lien étroit avec les citoyens.



À lire:

- Du social business à l'économie solidaire, critique de l'innovation sociale, Jean-Louis Laville, Maîté Juan et Joan Subirats, Éd. Erès
- Le réveil de l'utopie, Jean-Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey, Éd. de l'Atelier
- Pour une écologie du sensible, Jacques Tassin, Éd. Odile Jacob
- · Économie de la firme-monde. Pouvoir, régime de gouvernement et régulation, Virgile Chassagnon, Éd. De Boeck